

Ban Ki-moon appelle les dirigeants arabes à soutenir les négociations de paix

9 octobre 2010 – Les négociations de paix entre Israéliens et Palestiniens qui ont repris début septembre après 19 mois d'interruption doivent se poursuivre, a déclaré samedi le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, encourageant les dirigeants arabes à apporter leur plein soutien à ces négociations.

"Si la porte menant à la paix se ferme, il sera très difficile de la rouvrir", a dit le Secrétaire général, dans un message lu par le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Robert Serry, lors d'un Sommet de la Ligue des Etats arabes à Syrte, en Libye.

Des négociations directes entre Israéliens et Palestiniens ont repris le 2 septembre à Washington sous les auspices des Etats-Unis. Toutefois, fin septembre, le gouvernement israélien a décidé de ne pas proroger le moratoire sur l'implantation de colonies en Cisjordanie.

"Il n'y a pas d'autre alternative à un règlement négocié conduisant à la création d'un Etat palestinien indépendant et viable vivant côte à côte avec l'Etat d'Israël dans la paix et la sécurité. Réaffirmons notre engagement commun à atteindre cet objectif, et travaillons ensemble pour le réaliser dans l'année qui vient", a affirmé le Secrétaire général de l'ONU.

Il a rappelé la détermination affichée par le Président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu quand ils se sont rencontrés le mois dernier à Washington.

Le Quatuor sur le Moyen-Orient (Etats-Unis, Union européenne, Fédération de Russie et Nations Unies) avait alors réitéré son appel à promouvoir un environnement favorable aux négociations, notamment en évitant des actes provocateurs et une rhétorique incendiaire.

Selon Ban Ki-moon, "la poursuite et l'expansion de la colonisation par Israël en Cisjordanie est contraire au droit international et à la Feuille de route", le plan international prévoyant une solution à deux Etats vivant en paix et en sécurité côte à côte.

"L'expiration du moratoire sur la colonisation par Israël, sans que rien ne soit institué pour préserver une atmosphère permettant le succès des négociations, a créé un obstacle majeur aux progrès" de ces négociations, a-t-il estimé.